

Café géographique du 19 Décembre 2001

ENJEUX GEOPOLITIQUES AUX MARGES DE LA RUSSIE

par **Vladimir KOLOSSOV**

(Professeur de Géographie politique,
Directeur du Centre d'études géopolitiques de Moscou,
Académie des Sciences de Russie)

La Russie et l'étranger proche : l'instabilité

Dix ans après la désintégration de l'URSS, les relations entre la Russie et les autres anciennes républiques soviétiques ne se sont pas encore stabilisées : elles sont soumises aux fluctuations de la situation politique et économique dans chaque pays et de la conjoncture internationale. L'espoir que la CEI (Communauté d'Etats Indépendants, 1991) soit en quelque sorte l'Union Soviétique renouvelée ne s'est pas justifié. La Communauté s'est transformée en une organisation à géométrie variable : ses états-membres ont conclu une série des traités bi- ou multilatéraux destinés à créer des unions économiques et politiques avec la Russie ou à la contourner (Le Traité sur la constitution de l'Union entre la Russie et la Biélorussie signé en 1996, l'Union Douanière entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie qui date de la même année et qui a ensuite inclus le Tadjikistan, l'Union Economique Eurasiatique, le GUOuAM monté par la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, etc.).

Après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie elle-même a manifestement adopté une attitude plus pragmatique dans sa politique envers les pays de la CEI, ce qui devrait aider à sortir l'économie russe de la crise et supposait le refus d'exporter l'énergie et d'autres marchandises moins cher que sur le marché international. Cela voulait dire que la Russie ne voulait pas et ne pouvait pas se permettre de « subventionner » les relations « particulières » avec ses voisins et préférait les construire sur une base plutôt bilatérale. En automne 2000 elle a refusé de prolonger le Traité de Bichkek sur la libre circulation des personnes physiques entre les pays de la CEI. En plus, elle a initié l'introduction du régime des visas dans les communications avec la Géorgie, en accusant Tbilissi de tolérer la présence des bases des combattants tchéchènes sur son territoire.

Mais les relations avec « l'étranger proche » restent une des plus grandes priorités politiques et économiques pour la Russie. Elle y garde de multiples intérêts objectifs. On peut distinguer des facteurs économiques, ethno-démographiques, géopolitiques et politiques dans ses relations avec les pays de la CEI. J'essayerai d'estimer brièvement l'influence des premiers trois groupes des facteurs sur la situation dans l'espace post-soviétique, surtout le rôle du nouveau rapport entre les identités, les territorialités et les frontières des Pays Baltes à l'Asie centrale en passant par l'Ukraine et le Caucase.

La désynchronisation des économies

La Russie a été le premier pays de la CEI qui avait réorienté son commerce extérieur vers l'Occident, surtout vers l'Union Européenne, en dépit de son « étranger proche ». La part des pays de l'Occident dans son chiffre d'affaire s'approche de 70%. Par rapport à la population, il est considérablement plus élevé que dans les autres pays de la CEI, bien que presque 10 fois moins qu'en Europe Occidentale. Par contre, toutes les anciennes républiques soviétiques dépendent beaucoup plus des relations commerciales avec la Russie que la Russie avec celles de ses anciennes marges. Le système des communications des anciennes républiques soviétiques, autrefois isolé et très centralisé, se spécialise de plus en plus dans les contacts avec le monde extérieur, et les liaisons extérieures ne sont pas équilibrées par les connections intérieures.

La désintégration de l'URSS a transformé les anciennes frontières quasi-administratives entre la Fédération de Russie et ses voisins en de véritables limites socio-économiques. Le décalage dans le production du PIB par habitant a beaucoup augmenté non seulement entre les régions de la Russie, mais aussi entre les nouveaux pays indépendants qui vivent maintenant à des époques économiques différentes. En effet, le PIB par habitant était en Estonie soviétique 3-4 fois important plus qu'au Tadjikistan, mais actuellement ce pays Balte est plus de 10 fois plus riche que la république de l'Asie Centrale dévastée par la guerre civile.

Ce sont surtout les pays de la partie sud de l'ex-URSS où la chute de la production est la plus brutale. Par exemple, en Géorgie la production industrielle à la fin des années 1990 était moins de 20% de son niveau avant la dissolution de l'URSS. Naturellement, la crise économique et institutionnelle sans précédent a provoqué le chômage et l'émigration de centaines de milliers de personnes. Ainsi, environ 600 mille citoyens de Moldavie (soit plus de 15% de sa population sans compter la Transnistrie) sont forcés de travailler à l'étranger.

Sur ce fond, la situation en Russie est relativement plus favorable : dotée de grandes richesses naturelles, elle dispose dans la plupart des branches d'activité, à l'inverse de ses voisins, de chaînes technologiques achevées. La reprise économique a commencé en Russie depuis le début de 1999 - plus tôt que dans la plupart de ses voisins. Il en résulte, à titre d'exemple, que le salaire moyen en Russie est de celui de l'Ukraine. Mais les petits pays Baltes ont beaucoup devancé la Russie. En plus, l'évolution post-soviétique de l'économie des nouveaux pays souverains n'est pas synchrone et dépend d'un grand nombre des facteurs subjectifs et conjoncturels. Donc, on ne sait pas encore clairement quel pays arrive le premier à restructurer son économie en accord avec les besoins des marchés intérieur et international.

La réorientation des migrations ethno-démographiques

La désintégration de l'Union Soviétique a laissé 25 millions des Russes hors les frontières de la Fédération de Russie. Les Russes constituent 18% de la population de *l'étranger proche*. Leur situation sociale et économique a complètement changé. Presque tous ne voulaient pas quitter leur patrie, et la transformation de leur identité est douloureuse. La situation des nouvelles minorités russes dans les nouveaux états indépendants est très variable en fonction des moyens de la construction des nouvelles nations politiques, leur localisation, leur origine et «l'âge» des communautés. En Lettonie et en Estonie elles bénéficient de revenus relativement satisfaisants, mais sont soumises à la discrimination « légale », car une grande partie de la population non-titulaire est transformée en apatrides. Par contre, dans les républiques de l'Asie Centrale et au Kazakhstan, leur égalité constitutionnelle en droits avec

les peuples titulaires se combine souvent avec une forte discrimination latente et dans plusieurs cas, avec l'action de facteurs économiques défavorables : les Russes et les russophones habitent les villes et sont employés dans l'industrie – le secteur le plus dépressif.

Une analyse des migrations entre les anciennes périphéries de l'URSS et la Fédération de Russie aide à comprendre si les Russes pourront devenir citoyens à part entière des nouveaux états indépendants et créer de vraies et viables diasporas, ou bien s'ils en resteront encore pour longtemps des minorités amorphes, opprimées et nostalgiques du passé. Ils ont commencé à revenir en Russie déjà à la fin des années 70. En 1992-1994 les flux migratoires vers la Russie ont brusquement augmenté. Dans de nouvelles conditions, le retour des Russes vers leur patrie historique est le plus souvent forcé et se passe sous la pression de la discrimination ethnique.

Vers la fin des années 90, le nombre des migrants vers la Russie a diminué, et leur structure a commencé à « se normaliser » : les mouvements migratoires sont de plus en plus déterminés par des facteurs économiques, tandis que le rôle des facteurs politiques liés aux guerres civiles, aux conflits et à la discrimination ethnique est moins saillante que dans les premières années post-soviétiques. Bien que le bilan des migrations de la Russie avec les républiques ex-soviétiques reste largement positif, le composant russe perd de son importance en faveur des représentants d'autres peuples qui cherchent en Russie un emploi et un revenu plus satisfaisants.

Plusieurs centaines de milliers d'Ukrainiens, de Moldaves, de Géorgiens, d'Arméniens et d'autres peuples titulaires des ex-républiques soviétiques travaillent en Russie, surtout à Moscou et sa région. Pour des pays comme la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie, cet exode représente une partie importante de toute la population –selon les estimations, de 12 à 20% -, et l'argent que les immigrants transfèrent à leurs familles contribue considérablement à équilibrer le budget des transactions extérieures. L'utilisation de la main d'œuvre provenant de *l'étranger proche* joue un grand rôle dans les relations bilatérales entre la Russie et les pays proches. Ainsi, l'introduction des visas dans les communications avec la Géorgie a avant tout frappé les intérêts de la communauté géorgienne en Russie.

L'Eglise Orthodoxe Russe (EOR) reste une force morale et institutionnelle qui réunit la Russie avec la Biélorussie et l'Ukraine. En plus, dans plusieurs états de *l'étranger proche*, surtout dans les pays Baltes et en Asie Centrale, les paroisses de l'EOR assument les fonctions de centres ethno-culturels autour desquels gravite une partie considérable de la population slave. La prolifération des communautés religieuses, surtout musulmanes, exerce une influence de plus en plus forte sur les relations de la Russie avec le monde extérieur.

La plupart des nouveaux états indépendants doivent cimenter l'identité du peuple titulaire, dont des groupes régionaux ont souvent des visions bien différentes d'eux-mêmes et de la place de leur pays dans le monde, et en même temps créer une nouvelle identité politique pour toute la population. Il y a deux stratégies principales pour résoudre ce problème : s'appuyer sur la population dans son ensemble ou seulement sur le peuple titulaire, et même sur l'un de ses groupes particuliers, en utilisant et réinventant uniquement ses symboles nationaux, sa langue et sa culture, ses mythes et ses représentations sociales (stratégies inclusive et exclusive). Tout en déclarant le choix de la stratégie inclusive, les élites politiques essaient de les combiner ou dans la pratique insistent sur les privilèges de l'ethnie titulaire. Cela complique les relations avec la Russie qui cherche à protéger *par des moyens politiques* les intérêts des minorités russes et russophones. Dans les cas extrêmes les minorités non seulement n'acceptent pas le modèle de la construction nationale et l'identité politique que les nouveaux états leur imposent, mais les rejettent complètement. Cela a provoqué la création et l'existence *de facto* depuis déjà plus de dix ans de quatre républiques autoproclamées et non reconnues par la communauté internationale : le Haut Karabakh en Azerbaïdjan, la République Moldave de Transnistrie en Moldavie, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie en Géorgie.

Vers des conflits politiques triangulaires

Pour de nombreuses raisons historiques, économiques et culturelles, la Russie a toujours été et reste profondément impliquée dans les négociations autour de ces conflits. En particulier, tout le **Caucase**, y compris les régions et les républiques du Caucase du Nord dans de la Fédération de Russie et les pays indépendants de la Transcaucasie, constitue un puzzle géopolitique uni et indivisible. C'est la Russie qui a réussi à faire cesser le feu en Ossétie du Sud et en Transnistrie. Les bataillons russes séparent encore les deux parties et servent de garants de la paix en Abkhazie et en Transnistrie. Les conflits dans ces quatre régions sont un grand enjeu politique dans l'espace post-soviétique, mais aussi à l'intérieur de la Russie, puisque des forces politiques différentes ont leur propre opinion sur leur solution et le rôle que la Russie doit y jouer, ce qui explique des zigzags, des incohérences, des contradictions et des erreurs dans la politique russe envers ses voisins dans la première moitié des années 1990. On ne peut comprendre la situation autour de ces conflits seulement qu'à condition de les considérer à plusieurs niveaux territoriaux : global, national, régional et local.

Au sud de la partie européenne, les perspectives de solution des conflits ethniques et internationaux sont liées avec les problèmes de la mise en œuvre des nouveaux gisements des hydrocarbures récemment découverts dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne et en Kazakhstan et avec le choix des voies de son transport. Le capital russe est intéressé à la participation dans l'exploitation de ses ressources, et la Russie se présente comme concurrent de la Géorgie en proposant les itinéraires des nouveaux oléoducs qui passent par son territoire et utilisent les capacités des ports déjà existants. Il ne faut ni sous-estimer, ni dramatiser ces problèmes. Dans les derniers mois, suite à la visite de Poutine à Bakou, les relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan, qui furent pendant longtemps difficiles, ont été améliorées, mais les tensions sérieuses avec la Géorgie restent.

Comme les frontières entre la plupart des pays de la CEI restent perméables et que le contrôle n'est effectué que sur les routes principales, la Russie s'est trouvée en face de la menace de la diffusion progressive des drogues, du trafic illégal des armes et des migrants en provenance de l'Afghanistan et de **l'Asie Centrale** ex-soviétique, surtout de la plus pauvre république – le Tadjikistan. La Russie est directement concernée par la guerre civile en Afghanistan et par l'extrême instabilité politique au Tadjikistan, où le gouvernement n'arrive pas à contrôler tout le territoire. C'est pourquoi, en accord avec le régime tadjik actuel, ses troupes sont encore stationnées en Tadjikistan, et les garde-frontières russes protègent la frontière avec l'Afghanistan.

Moscou dispose d'encore un certain nombre de bases et objets militaires dans les pays de la CEI - en Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie (Transnistrie), Biélorussie et Ukraine (la base principale de la marine russe sur la mer Noire se trouve historiquement à Sébastopol), mais y diminue graduellement sa présence militaire, bien que plusieurs experts et une partie de l'opinion publique en Russie et dans les pays d'accueil arguent que le retrait des militaires russes puisse déstabiliser la situation et diminuer la sécurité du pays.

En essayant d'accélérer le processus de la construction nationale, une partie des nouvelles élites politiques des **pays européens de la CEI** basent le chantier identitaire, qu'elles ont entamé il y plus de dix ans, sur le modèle de l'opposition entre le « sien » et « l'autrui » : « nous, héritiers des traditions culturelles séculaires, un peuple européen et civilisé, dont l'intégration avec la Grande Europe est une vocation naturelle » *versus* « eux, des Barbares, qui n'appartenaient jamais au monde européen et qui avaient interrompu notre chemin historique naturel, en le transformant en la lutte inégale pour l'émancipation nationale ». Bien évidemment, c'est la Russie qui est le candidat naturel pour le rôle de

« l'autrui » organiquement hostile et arriéré. Très souvent, en manifestant ses appréhensions de la menace éternelle de l'est et en essayant de jouer « la carte russe », les dirigeants des nouveaux pays indépendants cherchent le soutien économique et politique de l'Occident. Cela pose la Russie en face d'un grand défi dans le cadre des triangles géopolitiques « Moscou – capitales occidentales – capitales de ses voisins ». Il est nécessaire d'éviter l'alternative fautive : soit l'Occident civilisé, soit l'Est « asiatique » et arriéré. Aujourd'hui même les dirigeants des partis nationalistes commencent à se rendre compte qu'il est bien plus raisonnable d'avancer vers l'intégration européenne par des chemins parallèles avec la Russie et que les tentatives de l'isoler ou la marginaliser peuvent nuire à tout le monde.

Vladimir KOLOSSOV

DEBAT

Question 1 (M. Poinard, UTM) : *Au milieu des années 90, la Biélorussie n'a-t-elle pas été tentée par l'isolationnisme par rapport à la Russie ?*

Vladimir Kolossov : c'est à dire que la Biélorussie du président Loukachenko a un régime à tendance autoritaire, qui a voulu se libérer en « jouant la carte russe », liant la Biélorussie à la Russie dans une Confédération. En 1996, un Traité d'intégration politique et économique est créé avec un parlement et la perspective d'une monnaie commune (un petit budget a été créé qui existe encore). L'opinion Biélorusse est favorable à cette orientation, mais on ne peut se construire dans une logique est-ouest qui refuse totalement l'Occident. Aujourd'hui, 80% de la population parle russe, on a « oublié » la langue biélorusse, et le président lui-même ne parle pas biélorusse (de même que le président Ukrainien qui fait des erreurs dans ses discours en langue nationale).

Question 2 : *Le problème de la Russie aujourd'hui, n'est-ce pas en définitive d'avoir à régler deux problèmes liés à son Histoire et qui se chevauchent, à savoir l'héritage tsariste et le phénomène communiste ?*

V.K. : Toute l'Histoire des relations de la Russie avec ses voisins ne peut être réduite à l'opposition d'une métropole à ses colonies mêmes si cette relation a bel et bien existé (cf guerres coloniales du XIX^os. : annexion de la Tchétchénie, du Kazakhstan). Il est vrai toutefois que cet héritage lourd a été aggravé par le système soviétique à travers le poids des déportations qui ont concerné dans des proportions diverses les 14 groupes ethnoculturels de l'Union Soviétique. Il en résulte aujourd'hui des problèmes liés à l'importance du facteur territorial dans la construction identitaire de ces différents groupes.

Question 3 : *Au IV^o s., l'empereur Constantin d'Istanbul a adopté la religion chrétienne qui a représenté un instrument pour parer à la déliquescence de l'Empire dans la mesure où elle était porteuse d'une idéologie d'unification du peuple. Aujourd'hui, dans le contexte de la déliquescence de la Russie, quelle « idéologie » peut jouer le rôle d'unificateur du peuple, de*

façon constructive ? Après une longue période d'athéisme d'Etat qui caractérisait l'URSS, le retour de l'orthodoxie est-t-il un « romantisme » développé par une certaine élite ? Qu'en est-il du peuple ?

V.K. : Concernant le facteur religieux dans les enjeux géopolitiques, il est vrai que le rôle du patriarcat orthodoxe russe est croissant.

Prenons le cas de l'Ukraine, intéressant en ce qui concerne les enjeux religieux (voire aussi le cas de la Moldavie dans une moindre mesure). Il existe 4 Eglises en Ukraine :

_ l'Eglise autocéphale qui entretient des liens spirituels avec le patriarcat de Moscou tout en ayant ses moyens financiers propres.

_ les trois Eglises sécessionnistes

Le gouvernement a tenté de les réunir, mais sans succès, car un lien très fort d'affirmation identitaire est lié à l'existence de ces Eglises qui se démarquent du patriarcat.

D'autre part, concernant la recherche d'un lien identitaire nouveau, commun à tout le peuple russe mais qui serait différent du lien identitaire soviétique, B. Eltsine avait créé des groupes de recherches pour en « inventer » un nouveau. Cette entreprise fut sans succès, car une identité ne peut se créer de toutes pièces à partir de rien, mais elle résulte au contraire de longs processus de construction, par le peuple ; de plus ce projet a été confronté à un rejet de toute forme d'idéologie de la part du peuple, fatigué et saturé...

Cette fatigue des idéologies a d'ailleurs été un des éléments du succès de Poutine, qui a toujours évité soigneusement ce champ-là. Il se contente de prôner une restauration du « vertical du pouvoir », à savoir un renouveau du rôle de l'Etat, et la stimulation de la reprise économique (qui a commencé il y a trois ans), qui jouent tout à fait le rôle d'éléments fédérateurs, de lien national.

Denis Eckert (CNRS) : Je suis tout à fait d'accord avec Vladimir, et je voudrais rajouter que cette réapparition de l'Eglise dans le champ politique est effective aussi dans l'espace : l'exemple le plus frappant en est sans doute l'Eglise Saint Sauveur, au centre ville de Moscou qui a été totalement reconstruite en quatre ans grâce à une forte volonté politique. Toutefois, l'appartenance religieuse orthodoxe ne peut tenir lieu de projet national en soi puisque 20% de la population est non orthodoxe, et que parmi la population orthodoxe, seuls 2% sont pratiquants. On ne peut donc pas dire que la religion constitue le grand vecteur de la formation de l'identité russe.

Question 4 (Marie Perny, agrégative) : *Que doit-on penser du rôle de la Russie dans le conflit Tchétchène ? Il y a un an les médias présentaient les Russes comme les « méchants », et depuis le 11 septembre et leur engagement dans la coalition contre le terrorisme aux côtés des Etats-Unis, ce sont les Tchétchènes qui sont devenus les méchants terroristes.*

V. K. : Il est vrai que la Russie a souvent le rôle du « méchant », et à mes yeux, si de réels abus ont été commis notamment lors de la première guerre en Tchétchénie en 1994 (sans doute une des plus graves erreurs du régime d'Eltsine, car la négociation était encore possible), la deuxième guerre de 1996 était inévitable.

En effet, dans le Caucase, les enjeux des tensions sont tellement imbriqués qu'un conflit local peut très vite dégénérer et s'étendre à toute la région. Or les nouveaux dirigeants tchétchènes de 1996 ne pouvaient gérer ce territoire où sévissaient les petits chefs de guerre multipliant kidnappings, fraudes, trafics de toutes sortes (de drogue notamment), et invasions régulières des régions voisines notamment au Daghestan. C'est la question de l'intégrité du

territoire russe et de sa souveraineté qui était en jeu et qui justifiait à mon avis, l'intervention militaire.

Question 5 : *Les limites ethniques et territoriales ne coïncidant pas, la Russie n'a-t-elle jamais tenté de rectifier ses frontières ? Je veux parler notamment des frontières avec l'Ukraine, avec le Kazakhstan (le cours supérieur du Ienisseï est peuplé de russophones).*

V.K. : A propos des frontières, tous les dirigeants sont unanimes sur l'impossibilité de les retoucher, car les populations sont mixtes, on n'obtiendra jamais de frontières ethnolinguistiques.

Dans le cas de l'Ukraine : il n'y a eu aucune tentative de rattachement, sauf avec la question de la Crimée, région russe tardivement rajoutée à l'Ukraine (un cadeau de N. Khrouchtchev en 1954 pour fêter 300 ans de vie commune) et qui s'est déclarée russe, a même élu un président en 1994, ce à quoi la Russie a mis un point final en déclarant que cette question relevait des Affaires Intérieures Ukrainiennes.

Dans le cas du Kazakhstan : un mouvement cosaque a demandé une modification de frontière, requête à laquelle le gouvernement Kazakh s'est montré sensible mais qui n'a pas eu le soutien de la population.

D'ailleurs en règle générale, la population russe est plutôt anomique, ne lutte pas, ne milite pas dans des associations de défense des droits, et ce y compris dans les Républiques nationales de la Fédération de Russie.

Question 6 (C. Béringuier, UTM) : *La Turquie exerce une influence (parfois à volonté impérialiste) sur les peuples turcophones voire persophones d'Asie Centrale ; entre les deux guerres mondiales, un mouvement avait émis l'idée de les regrouper au sein d'un «Turkestan », projet réprimé. Mais quelle est l'importance réelle du rôle de « tuteur » qu'exerce la Turquie sur les 6 Républiques d'Asie Centrale (Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizstan, Kazakhstan, Afghanistan) ?*

V.K. : Oui, la Turquie parraine les peuples turcs d'Asie Centrale, mais aussi de Russie. Concrètement, cela se traduit par l'accueil d'étudiants (surtout dans le domaine militaire), par des missions culturelles et des échanges à tous les niveaux. Elle veut imposer son modèle, mais cet espoir n'est pas justifié car il est coûteux et la Turquie ne dispose pas des fonds nécessaires à sa réalisation.

Question 7 : *La Russie dispose d'importantes ressources naturelles (pétrole et gaz de Sibérie, mais aussi bois, diamants en Yakoutie...) qui attirent les grandes puissances économiques : les Américains prospectent en Sibérie, les Français dans le sud, les Japonais à l'est, etc. Quels sont les enjeux de ces ressources concernant les relations extérieures de la Russie ?*

V.K. : On peut tracer en Russie de véritables aires d'influence économiques : l'Est est sous influence de la Corée et du Japon, l'Ouest est tourné vers l'U.E. et les Etats-Unis.

Les ressources naturelles sont un enjeu économique majeur, et la Russie se retrouve en compétition avec les autres pays pour leur exploitation. Par exemple, pour la construction d'oléoducs :

- avec la Géorgie pour l'oléoduc de Bakou à la Mer Noire
- avec la Turquie pour l'oléoduc de Bakou à la Méditerranée,

D'autre part, l'enjeu des ressources naturelles pose aussi la question du rôle de l'Etat : par exemple, la forêt est actuellement exploitée de façon anarchique et l'Etat est incapable d'investir dans la création de filières réglementées. Il faut dire que la difficile réforme de l'économie planifiée soviétique a débouché sur la généralisation d'une économie non monétaire, où les grands groupes (cf GAZPROM, entre autres) ne paient pas leurs impôts à l'Etat dont le rôle économique est ainsi paralysé.

Le projet de V. Poutine repose d'ailleurs essentiellement sur un rétablissement du rôle de l'Etat dans le contexte de la libéralisation économique, projet dont je pense qu'il est la base pour un optimisme prudent.

Question 8 : *Quelle est l'importance de l'Islam aux marges de la Russie ? Quelle est plus particulièrement l'importance de l'extrémisme musulman dans la perspective de l' « après-11 septembre » ?*

V.K. : De façon générale, l'Islam connaît une progression (en témoigne la construction de plusieurs nouvelles mosquées) ; quant à l'extrémisme, il augmente aussi, engendré le plus souvent par la pauvreté.

C'est le cas par exemple au Daghestan. La situation économique y est catastrophique, les peuples non titulaires, sous pression, ont déserté, et ces difficultés ont fait le lit du développement du Wahhabisme, qui progresse, malgré une opposition à la fois du gouvernement de cette République et des autorités musulmanes. Ces minorités fondamentalistes se développent aussi dans d'autres régions musulmanes du Caucase mais ne représentent pas encore un grand mouvement dangereux politiquement.

Question 9 : *Vladivostok, ville riche de l'Extrême-Orient russe est devenue la plaque tournante des mafias russes et chinoises. Comment expliquer cette évolution ?*

V.K. : En grande partie par sa position géographique. Vladivostok est une grande ville ouverte à l'est et c'est par elle que transitent notamment les importations de voitures japonaises, activités commerciales propices au développement de mafias ou plutôt d'activités économiques illégales (il faut se méfier du terme mafia, souvent mal utilisé). Les autorités régionales sont aussi responsables de ces dérives à cause de leur faiblesse, et de la tentative de contrôle à leur profit de ces activités économiques illégales.

Question 10 : *A l'autre bout de l'ex URSS, quelles sont les perspectives pour la zone de Kaliningrad (ex Königsberg) ? Les Allemands vont-ils rapatrier les Allemands de la Volga comme il en a été question, sachant qu'ils y sont installés depuis le XVIIIème siècle ?*

V.K. : Kaliningrad représente un enjeu pour les relations politiques entre la Russie et l'UE (discussions entre Poutine et Schröder). En effet, la Pologne va intégrer l'UE, l'espace Schengen va donc s'élargir et Kaliningrad, qui est déjà une enclave russe, se retrouvera isolée dans cet espace. De même, l'Estonie voisine a déjà fermé ses frontières et adopté une politique de visas dans l'espoir d'adhérer plus vite à l'Union Européenne. Face à ce problème, la Russie a tenté de mettre en place une loi sur les compétences exclusives de la région mais c'est un échec et aujourd'hui tous les espoirs reposent sur les nouvelles élections régionales. La situation semble néanmoins bloquée.

Question 11 : *Qu'en est-il de l'aide économique des Etats-Unis et des relations de la Russie avec ce pays?*

V.K. : Dans le cas de la Russie, on peut dire que l'aide américaine est négligeable. Les Etats-Unis ont plutôt joué la carte de l'Ukraine, pays qui était plus tourné vers l'Occident. Plus généralement, les relations russo-américaines sont restées tendues et la situation est devenue critique après l'élection de G.W. Bush : la décision des Etats-Unis de quitter le traité antimissile de 1972 (START) en témoigne, cet événement politique a d'ailleurs été peu couvert par les médias français. Poutine est resté calme et semble vouloir mettre un terme à cet antagonisme stérile qui repose sur une vision positive de l'Occident et négative de l'Asie. Les relations entre les deux Etats ont cependant beaucoup évolué depuis la première rencontre entre Bush et Poutine au sommet de Lubljana. Poutine a pris la décision unilatérale de supprimer les bases militaires du Vietnam et de Cuba sans demander en échange de concessions américaines malgré le désaccord de l'armée russe et a d'autre part toléré la présence armée des américains en Ouzbékistan.

Plus généralement depuis le 11 septembre, la Russie a profité de la crise consécutive aux attentats pour s'allier aux Etats Unis et faire du terrorisme un ennemi commun.

Question 12 : *Des franges de l'armée russe sont aujourd'hui mécontentes de la politique intérieure. Quel est le pouvoir des généraux face à Poutine ?*

V.K. : L'armée n'a jamais joué de rôle politique en Russie, n'a jamais eu de pouvoir. Les soldats ont de tout temps été mal payés, sans pour autant protester. Le mécontentement de l'Etat Major ne pose donc a priori pas de problème ni de risque de déstabilisation politique majeur. D'autant plus que l'effectif de l'armée est actuellement en forte régression : en 1990 il était de 2,5 millions d'hommes, il en reste aujourd'hui 1 million et Poutine a décidé de le réduire à 700 000 hommes.

Question 13 (G. Weissberg, trésorier des Cafés-géos à Toulouse) : *Ma question est d'ordre sémantique. Vous nous avez parlé d' « étranger proche », mais existe-t-il un étranger lointain ? Avec l'intégration des Pays Baltes dans l'union européenne, l'étranger proche va-t-il devenir lointain ?*

V.K. : Mais les Pays Baltes n'ont jamais été l'étranger proche ! Cette notion concerne les douze autres états de l'ex URSS qui avaient autrefois quelques privilèges et des frontières

transparentes. Chaque individu pouvait y obtenir la nationalité russe. Aujourd'hui l'étranger proche devient étranger tout court, les privilèges économiques sont caducs, il n'y a plus de politique d'intégration pour la main d'œuvre et le problème de la question identitaire se pose pour les pays issus de l'effondrement de l'URSS.

Question 14 (J.M. Pinet, régulateur du café-géo) : *En choisissant le titre de l'introduction au débat « enjeux géopolitiques aux marges de la Russie », nous avons ensemble, vous et nous, soigneusement évité le mot « frontière », mais qu'en est-il vraiment ? Existe-t-il réellement une frontière au Kazakhstan ou dans d'autres régions périphériques où le rôle et même la présence militaire de la Russie sont grands ? De l'« étranger proche » à l'« étranger lointain », un système d'auréoles successives s'installe...jusqu'où ?*

V.K. : Ce n'est pas pour justifier la politique de Moscou, mais la Russie a des intérêts légitimes dans ses marges proches. Ils sont réciproques et justifiés par une longue existence commune. Toutefois la Russie a fait le choix politique de ne plus modifier ses frontières et d'inventer de nouvelles relations avec les anciennes républiques de l'ex URSS. Ainsi la séparation n'est pas toujours évidente, notamment en Crimée, peuplée de russophones, dont l'appartenance à l'Ukraine est récente et artificielle. L'Abkhazie quant à elle souhaite appartenir à la Russie fédérale qui le refuse catégoriquement. Pour moi la réponse à cette question réside donc dans les mentalités : 85% des citoyens russes ne veulent pas intervenir dans les états voisins. Cette réserve traduit la volonté d'une certaine stabilité nécessaire à la construction d'une identité nouvelle.

Question 15 : *Suite à l'explosion de l'URSS, quelle est la loyauté des citoyens des républiques à leurs nouveaux états ?*

V.K. : L'utilisation des symboles notamment joue un rôle important pour définir l'appartenance d'un peuple, sa loyauté à un Etat, surtout dans le cas où une longue période historique a modifié les critères d'appartenance. Les symboles qui font appel à l'Histoire notamment sont essentiels, et la complexité tient au fait qu'ils sont exploités de façon contradictoire selon les intérêts de chacun.

Exemple de l'Histoire commune aux peuples Russe et Ukrainien :

Conception russe : la « Rus » historique du XI^e s. est la 1^o occurrence d'un Etat slave, origine commune des peuples Russe et Ukrainien (de même que Charlemagne n'était ni français ni allemand !)

Conception ukrainienne : la « Rus » est l'ancêtre de l'Ukraine et non pas de la Russie apparue seulement au XIV^e s. , issue de métissages.

Exemple des manuels scolaires :

En Moldavie, l'invasion des troupes nazies en 1941 est présentée comme l'élément qui a permis la libération et permis la restauration de l'économie, alors qu'en Transnistrie, elle est présentée comme une invasion.

Question 16 : *Quel est le plus important, finalement, pour un Etat, la question de la frontière ou celle de la langue ?*

V.K. : Ni l'un ni l'autre, ce sont deux aspects cette question fluide, elle change en fonction des événements politiques, de la conjoncture économique. Par exemple, en Ukraine, 62 % de la Population est loyale à l'Etat, mais cette quasi-unanimité est aussi liée à une politique de tolérance, et ne serait pas aussi importante si l'accélération du processus d'assimilation linguistique avait été brutale.

Compte-rendu des débats établi par
Annabelle CANTALA
(étudiante en Géographie à l'UTM).

L'Association des cafés géographiques remercie vivement V. Kolossov, qui vient depuis plusieurs années à Toulouse, et lui souhaite un bon retour à Moscou dans les jours suivants.

Elle présente au public ses excuses pour les hésitations dans le calendrier 2001/2002, en partie liées aux dégâts commis à l'Université du Mirail par l'explosion de l'AZF.

Prochain rendez-vous :

Mercredi 30 Janvier 2002 à 18 H 30
A MON CAF' (entrée libre, pl. du Capitole)

LE VIETNAM du « DOI MOI » : Ouverture et mutations

Débat introduit et animé par
Gabriel WEISSBERG
(professeur en classes préparatoires aux grandes écoles)